

Aux « finances publiques », l'accueil du public victime de la crise et des suppressions d'emplois.

Chaque année, la sortie des avis d'imposition (en matière d'impôt sur le revenu, de taxe foncière, de taxe d'habitation et de redevance audiovisuelle) donne lieu à une campagne d'accueil du public au sein des services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

Accueil : de nombreux contribuables victimes de la crise...

Depuis la mi-août, les agents de la DGFIP font face à une campagne de réception du public particulièrement importante : chaque année, plus de 15 millions de personnes sont reçus, dont une bonne partie suite de la sortie des avis d'imposition. Et la tendance est à la hausse.

Signes tangibles des difficultés que les contribuables vivent au quotidien pour faire face à leurs échéances, dans un contexte marqué par la crise et par les conséquences des choix politiques de ces dernières années ; de nombreux contribuables souhaitent obtenir un délai ou un étalement de paiement, voire un allègement d'imposition en déposant un recours gracieux. Leur nombre est d'ailleurs en forte hausse : 527 000 demandes gracieuses ont été déposées en 2010 en matière de taxe d'habitation et de taxe foncière contre moins de 355 000 en 2008 et plus de 236 000 demandes gracieuses ont été déposées en matière de redevance audiovisuelle contre 168 000 en 2008. Cette évolution témoigne des difficultés financières des contribuables et vient s'ajouter à une charge de travail déjà lourde et globalement en hausse dans les services.

...mais une tendance inquiétante à la hausse de la tension croissante !

Au contexte économique et social actuel particulièrement délicat s'ajoute l'impact des suppressions de postes au sein de la DGFIP (plus de 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés). Car les vagues continues de suppressions d'emplois (20 000 postes, soit l'équivalent du total des postes actuellement implantés en Île de France dans les directions départementales de la DGFIP : de Paris, des Hauts de Seine, de la Seine Saint Denis, du Val de Marne, du Val d'Oise et des Yvelines) pèsent de plus en plus lourdement sur l'exercice des missions.

Tout ceci n'est pas sans conséquences sur les agents de la DGFIP : dans la période, les exemples de tension et d'agressivité, allant parfois même jusqu'à des agressions verbales voire même physiques (Roubaix, La Réunion, Saône et Loire, Isère, Marne, Haute Garonne...), augmentent de façon inquiétante.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, l'amélioration des conditions de travail, condition nécessaire au bon exercice des missions, est une nécessité impérieuse. Les agents des Finances Publiques tentent de faire face avec humanité et professionnalisme à la détresse d'une part croissante de la population en grande difficulté, mais ils ne disposent pas de moyens suffisants. Ils ne sont pas responsables de la situation actuelle.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires n'acceptera pas que les personnels soient affectés par les conséquences des choix politiques du moment et prendra toutes ses responsabilités en cas de nouvelles atteintes à l'intégrité des agents en charge de l'accueil dans les Centres des Finances Publiques.